



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Cession de LMB Aerospace Question au Gouvernement n° 1256

Texte de la question

CESSION DE LMB AEROSPACE

Mme la présidente . La parole est à M. Hervé de Lépinau.

M. Hervé de Lépinau . Monsieur le premier ministre, au lendemain de Noël, le ministre de l'économie a autorisé la cession de LMB Aerospace au groupe américain Loar Holdings. Or LMB Aerospace est une PME stratégique : ses productions alimentent des programmes de défense, du Rafale aux sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, en passant par le porte-avions Charles de Gaulle et le char Leclerc. Plus grave : cette décision aurait été prise contre l'avis de la direction générale de l'armement, sans retenir sa demande d'une prise de participation significative par BPIFrance dans le capital de l'entreprise cédée.

Par ailleurs, le fonds Tikehau, détenteur du capital de LMB Aerospace, a été perquisitionné par le parquet national financier après avoir bénéficié de 150 millions d'euros d'argent public pour œuvrer à la consolidation de notre base industrielle et technologique de défense (BITD) à la sortie de la crise sanitaire. La cession litigieuse va lui permettre d'empocher une plus-value de 185 millions : l'argent public a financé le risque, le privé a capté la rente !

Un député du groupe RN . Quelle honte !

M. Hervé de Lépinau . Le groupe Rassemblement national n'a eu de cesse de vous alerter quant à la nécessité de renforcer le contrôle des investissements étrangers en France afin de préserver notre souveraineté industrielle en matière de défense et plus largement de protéger les intérêts vitaux de la France. Monsieur le premier ministre, ex-ministre des armées, cette cession de LMB Aerospace est le révélateur d'une trajectoire délétère, suivant laquelle l'État finance sa propre perte de contrôle et l'abandon de sa souveraineté. Êtes-vous prêt à prendre l'engagement devant la représentation nationale d'empêcher cette transaction qui s'apparente à une forfaiture, pour ne pas dire à un scandale d'État ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique . Vous cochez toutes les cases de la conspiration extrême-populiste que vos collègues nous infligent depuis des jours, à longueur de journée ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR.*
– *Exclamations sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Vous racontez absolument n'importe quoi et je vous connais suffisamment pour me dire que vous le savez car vous avez dû travailler un peu le dossier. LMB a été successivement belge, américaine et française ; elle est en passe d'être rachetée par une entreprise américaine et quelque 80 % de son chiffre d'affaires est réalisé hors de

France.

Quant aux 20 % restants, vous savez que nous avons imposé non seulement une action de préférence – dont l'impact est bien plus important que ne le serait celui d'une part minoritaire de BPIFrance – mais aussi le maintien de la production industrielle en France ainsi que le respect des carnets de commandes des entreprises de la BITD.

Plutôt que de jouer sur les peurs des Françaises et des Français (*Protestations prolongées sur plusieurs bancs des groupes RN et UDR*), vous devriez reconnaître que, sur ce sujet, le gouvernement et la majorité ont fait plus depuis sept ans que tous leurs prédécesseurs. Nous avons élargi les secteurs qui sont filtrés chirurgicalement tous les ans, nous avons augmenté le nombre de dossiers, nous avons non seulement rendu la France plus attractive qu'aucun autre pays du monde mais aussi permis à nos entreprises de conquérir le monde !

Vous connaissez le bilan des investissements étrangers en France : notre pays est bien plus présent à l'étranger que les entreprises étrangères en France. La France s'exporte, produit, construit des pépites comme LMB, qui ont la chance de la faire rayonner. Soyez-en fiers et arrêtez de nous ramener sans cesse à une France rabougrie – c'est celle dont vous rêvez mais ce n'est pas celle que je souhaite soutenir ! (*Protestations sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

M. Matthias Renault . Et Alstom ?

Un député du groupe RN . Incapables !

Mme la présidente . La parole est à M. Hervé de Lépinau.

M. Hervé de Lépinau . Trois points. Premièrement, vous savez très bien que les Américains vont fixer le prix, ce qui aura un effet sur le budget des armées, donc un impact sur la loi de programmation militaire.

M. Roland Lescure, ministre . N'importe quoi !

M. Hervé de Lépinau . Deuxième point : les Américains décideront de vendre ou non les pièces détachées. Nous risquons donc de voir nos avions cloués au sol. Troisièmement, 150 millions d'argent public ont été dépensés et 198 millions de plus-value vont être réalisés : il me semble que Tikehau pourrait rembourser ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre. Vous avez quelques secondes.

M. Roland Lescure, ministre . Quelques secondes suffiront à vous dire que depuis cinq ans, les industries de défense n'ont pas passé une seule commande auprès de cette entreprise. (« Si ! » *sur plusieurs bancs des groupes RN et UDR.*) Vous racontez vraiment n'importe quoi ! (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR, Dem et HOR.*)

M. Sébastien Chenu . C'est vous qui dites n'importe quoi !

Données clés

Auteur : [M. Hervé de Lépinau](#)

Circonscription : Vaucluse (3^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1256

Rubrique : Entreprises

Ministère interrogé : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Ministère attributaire : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 février 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 4 février 2026